



VILLE DE COURBEVOIE

Hauts-de-Seine

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX

N° 2015. 0075 - OBJET : VOIES COMMUNALES DIVERSES – DIVERS TRAVAUX DE REPARATION OU D'ENTRETIEN ET INTERVENTIONS D'URGENCE - RESTRICTION PROVISOIRE DE CIRCULATION – DIVISION ESPACES PUBLICS
FV/ML AP 010

Le Maire de Courbevoie, Député des Hauts-de-Seine,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles du code de la route,

Vu la délibération du 26 juin 2012 portant sur le règlement de voirie de la Ville,

Vu le code de la sécurité intérieure,

Vu le règlement communal de voirie en date du 2 juillet 2012,

Vu le code pénal,

Vu l'arrêté municipal n° 2014/3200 du 03 avril 2014,

Considérant la nécessité de restreindre à la circulation publique les voiries situées sur le territoire de la Ville et afin de permettre, en toute sécurité et de manière périodique, la remise en état partielle des couches de roulement, l'entretien des espaces verts et végétaux, des éclairages publics, des signalisations horizontales, verticales et tricolores, des affaissements de chaussée, bordures descellées ou tampons affaissés, l'entretien des réseaux d'assainissement, curage de caniveaux, d'avaloirs, dégorgement de réseaux d'évacuation, la pose ou la dépose de mobiliers urbains ainsi que toutes autres interventions non prévisibles liées à un sinistre,

Considérant qu'il y a nécessité d'assurer la sécurité des usagers et du personnel et de prévenir les accidents pendant la durée des travaux,

Sur proposition du Directeur général des Services techniques de la Ville,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté municipal n° 2014/0049 du 02 janvier 2014,

ARTICLE 2 : Le présent arrêté ne concerne que les VOIES COMMUNALES et ne comprend donc pas les voies départementales.

ARTICLE 3 : A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2015 inclus, les voiries exclusivement communales peuvent être amenées à être restreintes à la circulation publique à l'occasion de travaux pendant une durée ne pouvant pas excéder 24 heures pour une même intervention (sauf intervention d'urgence pour la mise en sécurité des biens et des personnes, auquel cas aucune limite de durée ne sera imposée).

ARTICLE 4 : Les services municipaux ainsi que les entreprises travaillant à l'initiative d'une demande de la Ville seront autorisés à neutraliser une voie de circulation pour réaliser leurs travaux. En tout état de cause, il est obligatoire de prévoir dans un délai très bref la réouverture de la circulation pour les véhicules de secours, de sécurité, municipaux, de collecte des ordures ménagères ainsi que pour l'accessibilité aux propriétés riveraines. Dans le cas d'une chaussée à sens unique avec fermeture complète à la circulation de plus de 4 heures, un arrêté spécifique est obligatoire.

ARTICLE 5 : La raison sociale des intervenants, la nature, le lieu, la date et les horaires d'intervention ainsi que les coordonnées du responsable d'opération seront apposés sur la photocopie du présent arrêté (article 5) qui pourra être demandée à tout moment par les agents de la force publique.

ARTICLE 6 : (A remplir par l'administration)

RAISON SOCIALE DE(S) INTERVENANT(S) : IDVERDE
LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX : PLACE DES PLEIADES,
RUE AUGUSTE BEAU
NATURE DE RESTRICTION DE CIRCULATION : —
LIEU DE RESTRICTION DE STATIONNEMENT : (numéro de voie, nombre d'emplacements) : 3 places de stationnement au droit du parc des Pleiades et au droit du pignon du 15 rue Gabe Hebert
DATE ET HORAIRES DES TRAVAUX : Du lundi 16 novembre 2015 au mercredi 18 novembre 2015
NATURE DES TRAVAUX : Réaménagement place Pleiades - installation base vie et stockage de matériaux
COORDONNEES DU RESPONSABLE : Service Urbanisme - N. Mallier - 05 75 75 97

ARTICLE 7 : Dans le périmètre de l'intervention, la pose des panneaux réglementaires, des protections de chantier, de la signalisation réglementaire et notamment de la signalisation temporaire de restriction à la circulation publique sera effectuée par les services municipaux ou par l'entreprise sous contrôle de la Ville.

ARTICLE 8 : La vitesse au droit du chantier sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 9 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée aux abords du chantier. Dans ce cas, le présent arrêté sera affiché au minimum 48 heures avant le début du chantier. Pour des raisons de sécurité liées au bon déroulement de ces travaux d'une part, et afin de ne pas constituer une entrave au bon déroulement de ceux-ci d'autre part, le non-respect de cette interdiction de stationnement sera assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route. Les véhicules laissés en stationnement seront retirés immédiatement de la voie publique et mis en fourrière dans les conditions prévues à l'article L.325-1 à L.325-12 du code de la route.

ARTICLE 10 : Le pétitionnaire devra se conformer à l'article n° 6 de l'arrêté de Police municipale contre le bruit n° 09-4184 du 17 juillet 2009, autorisant les travaux bruyants UNIQUEMENT entre 8h00 et 19h00 du LUNDI au VENDREDI et de 8h00 à 12h00 le SAMEDI MATIN.

ARTICLE 9 : Le pétitionnaire devra se conformer à l'article n° 6 de l'arrêté de Police municipale contre le bruit n° 09-4184 du 17 juillet 2009, autorisant les travaux bruyants UNIQUEMENT entre 8h00 et 19h00 du LUNDI au VENDREDI et de 8h00 à 12h00 le SAMEDI MATIN.

ARTICLE 10 : La Ville se réserve le droit d'exiger de l'entreprise, le cas échéant, l'application, à tout moment, de toute mesure visant à assurer la protection des usagers. L'intervenant visé à l'article 4 demeure seul et entièrement responsable des dommages pouvant être occasionnés du fait de ces travaux.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera affiché.

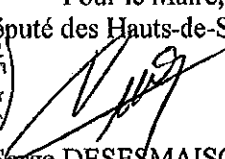
ARTICLE 12 : Le Directeur Général de la ville de Courbevoie, le Commissaire de Police de Courbevoie et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Commissariat de Police de Courbevoie
- à la Brigade des Sapeurs Pompiers,
- au Service de la Police Municipale,
- aux agents de surveillance de la voie publique,
- au CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE – service SITER,
- au Service Extérieur Voirie,
- au Service Espaces verts - Environnement,
- au Service Assainissement,
- au Service Voirie et Eclairage public,
- à la Direction Administrative.

Fait à Courbevoie, le **08 JAN. 2015**



Pour le Maire,
Député des Hauts-de-Seine

Serge DESEMAISON
Adjoint délégué à la sécurité,
la prévention de la délinquance,
les anciens combattants et la mémoire
de la nation

Arrêté transmis en Préfecture le

Arrêté affiché en mairie le

08 JAN. 2015

Arrêté notifié le

08 JAN. 2015

L'intéressé, s'il désire contester cet acte, peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux, le silence gardé par l'autorité compétente vaut rejet implicite)